

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 14–16 février 2011

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2011/9-A/3

17 janvier 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS ÉTHIOPIE 104300 (2007–2011)

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires	82 771 770	8 647 000	91 418 770
Coût total pour le PAM	150 690 474	14 103 767	164 794 241

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

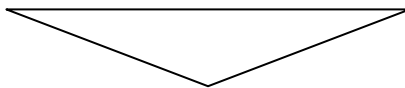
Directeur régional, ODJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attaché de liaison principal, ODJ: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 14,1 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Éthiopie 104300 (2007–2011) pour 2011 (WFP/EB.1/2011/9-A/3).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire pour le programme de pays Éthiopie 104300 est proposée pour aider 188 000 enfants supplémentaires au titre de la composante Vivres pour l'éducation (VPE) en 2011. Elle couvrira:
 - 10 987 tonnes de produits alimentaires supplémentaires d'un coût de 8,6 millions de dollars;
 - des coûts associés supplémentaires d'un montant de 4,5 millions de dollars qui comprennent les coûts afférents au transport extérieur, au transport terrestre, à l'entreposage et à la manutention, les autres coûts opérationnels directs (Autres COD) et les coûts d'appui directs;
 - des coûts d'appui indirects supplémentaires d'un montant de 922 676 dollars.
2. Cette révision budgétaire est présentée comme suite à une demande du Ministère de l'éducation tendant à donner plus d'ampleur aux activités VPE dans les régions Afar et Somali, où l'augmentation de la scolarisation n'a pas été aussi forte qu'à l'échelle nationale pour les enfants en âge d'aller à l'école primaire, en particulier les filles, et parce que l'on a constaté que les taux de scolarisation s'étaient accrus dans les écoles bénéficiant d'un appui du PAM. Le nombre des bénéficiaires au titre de la composante VPE passera donc de 437 800 à 626 000. La composante Gestion des ressources environnementales fondée sur des partenariats et des groupes de solidarité des utilisateurs des terres afin de faciliter la transition vers des moyens de subsistance durables (programme MERET-PLUS) demeure inchangée.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités existantes au titre du projet

3. Les deux composantes du programme de pays Éthiopie 104300 (2007–2011) sont destinées à aider les communautés à opter pour des moyens de subsistance viables et à instaurer durablement la sécurité alimentaire au moyen:
 - du programme MERET-PLUS, qui appuie la gestion durable des terres et l'adaptation des moyens de subsistance dans les communautés exposées à l'insécurité alimentaire (Objectif stratégique 2)¹;
 - de l'initiative Enfance et développement local-Vivres pour l'éducation (CHILD-VPE), dans le cadre de laquelle les activités VPE sont menées à l'échelle des communautés pour soutenir l'enseignement scolaire, favoriser les écoles amies des enfants et faire des écoles des centres de ressources communautaires pour les questions de nutrition et de sensibilisation aux problèmes environnementaux (Objectif stratégique 4)².

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

4. L'évaluation à mi-parcours réalisée en 2009 a permis de conclure qu'il convenait de poursuivre l'intervention CHILD-VPE. Les activités VPE, qui ont commencé dans les

¹ Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets.

² Réduire la faim chronique et la dénutrition.

années 90, ont continué tout au long des deux précédents programme de pays³, l'initiative CHILD-VPE a favorisé l'accroissement des taux de scolarisation, contribué à une plus grande égalité entre le nombre de filles et de garçons scolarisés et réduit les taux d'abandon (à chaque fois dans des proportions dépassant les objectifs fixés pendant les deux premières années), et donné un nouvel élan aux travaux menés dans les districts ruraux fortement exposés à l'insécurité alimentaire pour rendre l'enseignement primaire universel d'ici à 2015.

5. Les activités VPE sont complétées par l'initiative CHILD, qui vise à faire des écoles des centres de développement local. Avec l'appui du Ministère de l'éducation, d'autres ministères, d'organisations non gouvernementales, du PAM, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organismes des Nations Unies, l'objectif est d'encourager les communautés à mettre les écoles au service du développement local pour favoriser la santé, la nutrition et le développement économique et prodiguer une éducation non formelle à leurs membres. L'évaluation à mi-parcours a permis de constater que l'initiative CHILD était en bonne voie de permettre aux communautés participantes de réaliser leur potentiel en matière de développement économique et social.
6. L'évaluation a souligné qu'il fallait accroître l'efficacité et l'efficacé des activités menées, en particulier dans les domaines de la logistique et du renforcement des capacités, et a recommandé que l'on améliore les synergies entre les deux composantes et que l'on fasse réaliser à l'extérieur une évaluation de l'impact. Le PAM est en train de favoriser les synergies entre le programme MERET-PLUS et l'intervention CHILD-VPE sur 20 sites en Éthiopie, à titre pilote; les enseignements tirés seront pris en compte dans le cadre de la nouvelle phase du programme de pays, qui commencera en 2012. Une évaluation extérieure de l'impact de la composante CHILD-VPE est en cours: elle fournira d'ici au début 2011 de précieuses indications quant à l'orientation à donner au programme. Pour améliorer la capacité du Gouvernement à assurer la gestion des produits alimentaires, le PAM a lancé le projet pour l'amélioration de la gestion des produits alimentaires dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement 106650 et du programme de pays, ce qui a permis de tirer des enseignements utiles pour la composante CHILD-VPE et aide les administrations régionales à gérer la logistique plus efficacement.
7. La composante CHILD-VPE visait initialement 422 000 élèves du primaire dans 134 districts. Pour remédier aux inégalités persistantes entre les sexes, le PAM a fourni des rations à emporter à 63 900 filles pour inciter leurs parents à les envoyer à l'école dans les régions pastorales, où la disparité entre les sexes était la plus marquée. En 2009, les niveaux de financement ont permis au PAM d'étendre son appui dans la région Afar ce qui, allié à l'augmentation des taux de scolarisation dans les autres régions, a porté le nombre de bénéficiaires du PAM à 481 800 élèves, dont 78 000 filles relevant du programme d'incitations. Ces dernières années, l'initiative CHILD-VPE a contribué à accroître de 10 pour cent le taux de scolarisation dans les écoles bénéficiant d'un appui⁴. Les taux d'abandon ont chuté à 7 pour cent pour les filles et 9 pour cent pour les garçons dans les écoles bénéficiant d'un appui du PAM, contre des taux de 11,6 pour cent pour les filles et de 13 pour cent pour les garçons à l'échelle nationale. Cette intervention a aussi permis de réduire la disparité entre les sexes⁵.

³ "Rapport succinct de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays Éthiopie 104300 (2007–2011)" (WFP/EB.1/2010/7-C).

⁴ Hausse annuelle moyenne pour la période 2004–2009 établie à partir de données issues des enquêtes annuelles sur la gestion axée sur les résultats menées dans les écoles.

⁵ L'écart dans les écoles ciblées est actuellement de 0,89:1; il était de 0,77:1 en 2007.

Vue d'ensemble du développement du secteur de l'éducation

8. L'Éthiopie a fait des progrès considérables dans les domaines de l'enseignement général et technique et de l'enseignement supérieur ces cinq dernières années. Le sous-secteur de l'enseignement général englobe les crèches, les niveaux d'études 1 à 8 de l'enseignement primaire, les niveaux d'études 9 à 12 de l'enseignement secondaire et l'alphabétisation fonctionnelle des adultes. Ces cinq dernières années, le Gouvernement s'est efforcé de développer le système d'enseignement primaire, avec l'aide des partenaires de développement, dont le PAM. Le tableau 1 reprend certains des résultats obtenus.
9. Le programme d'éducation élémentaire alternative pour les élèves ayant dépassé l'âge scolaire et les enfants issus de communautés reculées a contribué à dispenser une bonne instruction élémentaire aux filles et aux garçons dans toute l'Éthiopie. Dans les régions pastorales, il a permis aux ménages trans migrants de continuer à scolariser leurs enfants.

TABLEAU 1: PROGRÈS DE L'ÉTHIOPIE VERS LA RÉALISATION DES OMD* TOUCHANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE					
	1995/96	2000/01	2006/07	2007/08	2008/09
Nombre d'élèves (<i>en millions</i>)	3,8	8,1	14,0	15,0	16,0
Taux brut de scolarisation (%)	–	62	92	96	94
Taux net de scolarisation (%)	–	49	79	83	83
Taux d'achèvement (%)	–	42	44	45	44
Écolières (%)	37	41	46	46	47
Taux d'alphabétisation (%)	26	29	38 (2004/05)		–

* Objectifs du Millénaire pour le développement

10. Malgré les progrès accomplis ces trois dernières années dans le secteur de l'éducation, des problèmes subsistent. Faute de moyens, 2,8 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire, dont beaucoup vivent dans des régions pastorales, ne vont ni à l'école ni dans des centres d'apprentissage. Le taux brut de scolarisation est de 94 pour cent à l'échelle nationale, mais dans la région Somali il est de 35 pour cent et dans la région Afar de 31 pour cent. Les garçons sont plus nombreux que les filles à être scolarisés, surtout dans les zones pastorales. Bien que des progrès importants aient été faits en matière de scolarisation, la qualité de l'enseignement de base reste médiocre.
11. L'Éthiopie n'atteint pas actuellement son objectif consistant à veiller à ce que les filles et les garçons en âge scolaire achèvent le cycle complet de l'enseignement primaire: 23 pour cent des élèves en première année d'études ont quitté l'école avant leur passage à l'année supérieure pendant l'année scolaire 2008/09⁶; en quatrième année d'études, le taux d'abandon a été de 15 pour cent; et en huitième année, soit à la fin du deuxième cycle, ce taux était de 11,6 pour cent⁶. Dans les communautés exposées à l'insécurité alimentaire, les taux d'abandon sont plus élevés, en particulier chez les filles, dans la mesure où les familles migrent ou obligent les enfants à les aider à se procurer de la nourriture.

⁶ Ministère de l'éducation. 2010. *Annual Abstract of Education Statistics* (Relevé annuel des statistiques relatives à l'éducation). Addis-Abeba.

12. Le Gouvernement a fait de l'amélioration de l'enseignement primaire une priorité dans son projet de plan national de croissance et de transformation (2012–2016). Le projet de quatrième volet du Programme de développement du secteur de l'éducation (2011–2016) prévoit que l'alimentation scolaire servira à garantir la qualité de l'éducation et assurer l'accès à celle-ci des enfants vulnérables, en particulier les filles, l'accent étant mis sur les États régionaux en développement⁷. La santé et la nutrition à l'école sont des questions intersectorielles dans ce quatrième volet. Le budget du Ministère de l'éducation représente 19 pour cent du budget public total pour les cinq prochaines années et inclut pour la première fois les dépenses relatives à l'alimentation scolaire. Au cours du prochain programme de pays, le PAM et les pouvoirs publics étudieront les possibilités d'accroître la contribution financière du Gouvernement à l'alimentation scolaire. Le don alloué récemment par l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous au secteur de l'éducation éthiopien pour 2010–2012, d'un montant de 98 millions de dollars, devrait contribuer à améliorer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire et à en élargir l'accès⁸.
13. Par l'initiative CHILD-VPE, le PAM contribue à l'objectif national consistant à rendre l'enseignement primaire universel d'ici à 2015 et au Programme de développement du secteur de l'éducation de l'Éthiopie. Le PAM est en train d'examiner avec le Gouvernement ses priorités pour le prochain programme de pays, qui devrait comprendre une stratégie de transfert des responsabilités pour les écoles dans lesquelles les taux de scolarisation et de fréquentation ont sensiblement augmenté et là où les communautés ont plus facilement accès à des vivres.

Finalité de l'augmentation budgétaire

14. Afin de répondre aux besoins des enfants en âge d'aller à l'école primaire dans les régions exposées à l'insécurité alimentaire et les régions pastorales, le Ministère de l'éducation a demandé au PAM d'élargir ses activités dans les régions Afar et Somali, toutes deux à prédominance pastorale et fortement exposées à l'insécurité alimentaire. Le taux brut de scolarisation en primaire dans ces régions est très inférieur aux 94 pour cent enregistrés à l'échelle nationale, selon le *Relevé annuel des statistiques relatives à l'éducation* publié en 2009 par le Ministère de l'éducation. Les résultats des interventions touchant l'alimentation scolaire menées dans les communautés pastorales montrent que la composante CHILD-VPE contribue à accroître l'accès à l'école, améliore le taux de persévérance scolaire et réduit le taux d'abandon.
15. La présente révision budgétaire permettra au PAM d'étendre ces activités de manière à toucher davantage d'élèves dans deux régions pastorales; cette révision fait également suite à une augmentation générale des inscriptions dans les écoles appuyées à la faveur de l'initiative CHILD-VPE. Le tableau 2 indique l'augmentation proposée du nombre d'élèves ciblés, par région.

⁷ Quatre régions administratives (Afar, Beneshangul-Gumuz, Gambella et Somali) tardaient à remplir les OMD et nécessitaient un appui important pour être à même de fournir des services sociaux de base.

⁸ L'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous a été lancée en 2002 sous la forme d'un partenariat mondial entre donateurs et pays en développement pour accélérer les progrès sur la voie de la réalisation de l'OMD 2 d'ici à 2015. Cette initiative vise à promouvoir: i) des plans d'éducation de qualité; ii) une meilleure coordination; iii) des programmes menés sous la direction des pays; iv) une aide prévisible; v) des résultats quantifiables et des pratiques optimales.

TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES DE LA COMPOSANTE CHILD-VPE, PAR RÉGION (2007–2011)						
Région	Chiffres moyens de planification		Augmentation		Chiffres moyens de planification révisés	
	Repas scolaires	Rations à emporter	Repas scolaires	Rations à emporter	Repas scolaires	Rations à emporter
Afar	52 447	23 762	25 882	8 776	78 329	32 538
Amhara	122 611	–	30 952	–	153 563	–
Oromia	86 007	25 418	22 921	5 509	108 928	30 927
SNNPR*	43 990	11 206	13 648	2 357	57 638	13 563
Somali	42 014	20 705	62 011	21 369	104 025	42 074
Tigray	90 571	–	32 826	–	123 397	–
TOTAL	437 640	81 091	188 240	38 011	625 880	119 102

* Région des nations, nationalités et peuples du Sud

TABLEAU 3: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE			
Composante	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
VPE-CHILD			
Repas scolaires	437 640	188 240	625 880
Rations à emporter*	81 091	38 011	119 102
MERET-PLUS	1 741 000	–	1 741 000
TOTAL	2 178 640	188 240	2 366 880

* Les bénéficiaires recevant des rations à emporter reçoivent également des repas scolaires et ne sont donc comptés qu'une seule fois.

16. En 2011, la composante CHILD-VPE ciblera 626 000 élèves du primaire dans 1 270 écoles de 171 districts. Les écoles se trouvent dans des régions fortement exposées à l'insécurité alimentaire où les enfants ont peu accès à l'instruction par suite des sécheresses chroniques et de l'extrême pauvreté. L'assistance du PAM aidera les ménages en situation d'insécurité alimentaire dans les six régions à investir dans la mise en valeur des ressources humaines grâce à l'éducation. Outre l'alimentation sur place, l'initiative destinée aux filles fournira des rations à emporter pour inciter encore davantage les familles à scolariser les filles et à les maintenir à l'école dans les régions où leur participation à l'éducation est très faible.
17. *Modalités de mise en œuvre.* Au vu des préoccupations soulevées dans l'évaluation à mi-parcours de l'efficacité des opérations et du contexte opérationnel dans les régions Afar et Somali, le PAM et le Gouvernement ont effectué une étude de faisabilité portant sur le développement des activités prévu, afin de déterminer les besoins sur le plan opérationnel et sur celui du renforcement des capacités. Dans la région Afar, le PAM couvrira pour la première fois les centres d'éducation élémentaire alternative. Comme la population scolaire varie d'un centre à l'autre, l'organisation d'activités VPE dans le cadre de l'éducation élémentaire alternative sera une expérience instructive, et il faudra peut-être surmonter certaines difficultés. Dans la région Somali, le PAM étendra son champ d'action

à 34 nouveaux districts: le renforcement des capacités du Gouvernement dans les domaines de la logistique et de l'établissement de rapports s'opèrera dans le cadre du projet pour l'amélioration de la gestion des produits alimentaires; les coûts correspondants sont compris dans la présente révision budgétaire. Les produits alimentaires seront mis en place au préalable dans les régions avant chaque semestre pour pouvoir être distribués en temps voulu.

18. *Suivi et évaluation.* En collaboration avec le Ministère de l'éducation, les bureaux régionaux de l'éducation et les bureaux de l'éducation des *woredas*, le PAM procèdera au suivi des processus et des résultats. L'enquête annuelle sur la gestion axée sur les résultats a été étoffée aux fins de prendre en compte les indicateurs d'effet direct pertinents conformément au Cadre de résultats stratégiques du PAM.

QUANTITÉ DE PRODUITS ALIMENTAIRES NÉCESSAIRE

19. La révision budgétaire porte sur 10 987 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, sans modification de la ration journalière. La part plus grande faite à l'huile végétale tient à l'augmentation du nombre d'activités menées dans les régions pastorales où, en complément des repas servis sur place, le PAM fournit de l'huile végétale pour inciter les parents à envoyer les filles à l'école. La révision budgétaire prévoit une contribution en nature de dattes⁹.

TABLEAU 4: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ (en tonnes)			
Composante	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
CHILD-VPE	65 946	10 987	76 933
MERET-PLUS	164 585	–	164 585
TOTAL	230 531	10 987	241 518

⁹ Le PAM devrait recevoir une contribution en nature de 500 tonnes de dattes qui seront distribuées aux 625 880 enfants bénéficiant de l'aide du PAM sous la forme d'une ration à emporter distribuée ponctuellement. Cela permettra de renforcer et de diversifier les repas scolaires fournis à ces enfants.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS BUDGÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES			
Produits alimentaires¹	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars É.-U.)	Valeur (dollars É.-U.)
Céréales	–	(454 120)	
Légumes secs	–	–	
Huile et matières grasses	1 594	2 203 433	
Aliments composés et mélanges	8 777	5 376 100	
Autres	615	1 521 587	
Total produits alimentaires	10 986	8 647 000	
Total partiel, produits alimentaires et transferts/bons			8 647 000
Transport extérieur			230 931
Transport terrestre, entreposage et manutention			1 875 610
Autres coûts opérationnels directs			965 385
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B)			1 462 165
Total des coûts directs			13 181 090
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			922 676
COÛT TOTAL POUR LE PAM			14 103 767

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE II

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars É.-U.)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	1 046 220
Administrateurs recrutés sur le plan national	36 800
Primes de risque et de sujétion	2 345
Volontaires des Nations Unies	144 000
Voyages officiels du personnel	69 600
Total partiel	1 298 965
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Leasing de véhicules	163 200
Total partiel	163 200
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	1 462 165

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
Effets directs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)	Indicateurs de résultats du PNUAD		
Interventions humanitaires, redressement et sécurité alimentaire; services sociaux de base; VIH et sida			
Effets directs du programme de pays			
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets			
Effet direct 2.1: Accroissement de la capacité de faire face aux chocs, de répondre aux besoins alimentaires, et de diversifier les moyens de subsistance. Niveau suffisant, pendant la période couverte par l'assistance du PAM, de la consommation alimentaire des ménages ciblés risquant de connaître une faim aiguë	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage des ménages faisant état d'une hausse de leur revenu, par sexe ➤ Pourcentage des ménages faisant état d'une réduction du déficit alimentaire pendant deux mois au moins ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Objectif: pourcentage des ménages présentant un score de consommation alimentaire faible (26%), limite (40%) et acceptable (34%)	Marchés favorables aux produits et aux services de base	Total des ressources allouées aux composantes du programme de pays: 116 millions de dollars Composante 1: 72 millions de dollars
Effet direct 2.2: Institutionnalisation de l'aménagement durable des terres au niveau communautaire et transposition de ce concept dans d'autres régions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage des ménages qui créent des avoirs matériels et biologiques, initialement grâce aux activités Vivres contre travail (VCT) puis de manière autonome 	L'aménagement durable des terres est appuyé par le Gouvernement et accepté comme cadre de collaboration par les partenaires	Composante 2: 44 millions de dollars
Effet direct 2.3: Réduction des risques de catastrophe à l'échelle locale dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de régions non couvertes par le programme MERET-PLUS dans lesquelles sont suivies des méthodes d'aménagement durable des terres ➤ Pourcentage des ménages continuant d'appliquer des techniques familiales et des pratiques améliorées ➤ Augmentation du score des ménages en termes d'avoirs dans au moins 60 % des ménages 		Contribution gouvernementale escomptée totale: 12,7 millions de dollars



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
Effet direct 2.4: Aptitude des partenaires coopérants à planifier et gérer des programmes axés sur l'alimentation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de partenaires coopérants du PAM ayant la capacité de reprendre à leur compte la planification et la gestion de programmes fondés sur l'alimentation ➤ Pourcentage de ménages satisfaits de l'appui reçu dans le domaine technique et dans celui de la gestion ➤ Nombre d'initiatives de développement intégrant des enseignements tirés du programme MERET-PLUS 		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition			
Effet direct 4.1: Augmentation des inscriptions, de la fréquentation scolaire et de la participation des enfants à l'école. Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles bénéficiant d'un appui	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Variation annuelle moyenne du nombre de filles et de garçons scolarisés (en pourcentage) Objectif: augmentation annuelle de 14% ➤ Taux net de scolarisation Objectif: 55% des garçons et des filles en âge d'aller à l'école primaire sont scolarisés dans des écoles bénéficiant de l'aide du PAM (NB: il n'a pas été possible de mesurer ce taux car l'on ne dispose pas de données sur la population se trouvant dans la zone d'intervention du PAM) ➤ Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe Objectif: 99% ➤ Taux d'abandon des filles et des garçons dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM Objectif: filles 6%; garçons 8% ➤ Ratio d'inscription filles/garçons dans les écoles qui bénéficient de l'aide du PAM Objectif: 0,9 ➤ Avis des professeurs sur la capacité de concentration et d'apprentissage des enfants découlant de l'alimentation scolaire 	La situation politique et les conditions de sécurité permettent la mise en œuvre d'activités de développement. Les professeurs sont motivés (parce qu'on les rémunère rapidement par exemple) et désireux d'exercer leurs fonctions avec zèle. Les écoliers des deux sexes ont soif d'apprendre. Les établissements primaires mettent à disposition les aides nécessaires à l'apprentissage	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
Effet direct 4.2: Amélioration de la qualité de l'éducation et transformation progressive des établissements scolaires en centres consacrés au développement local	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'achèvement: il n'a pas été possible de mesurer ce taux ni d'établir un objectif car l'on ne dispose pas de données sur la population se trouvant dans la zone d'intervention du PAM ➤ Pourcentage des associations parents-enseignants considérant les écoles comme des centres de développement local 	Il y a suffisamment de fonds disponibles au titre des Autres COD pour dispenser une formation continue à l'alimentation scolaire, et faire ainsi face à la rotation du personnel public	
Effet direct 4.3: Aptitude des partenaires coopérants à planifier et gérer les programmes axés sur l'alimentation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de partenaires coopérants du PAM ayant la capacité de reprendre à leur compte la planification et la gestion de programmes axés sur l'alimentation ➤ Pourcentage des membres de la communauté qui jugent les comités en charge des activités VPE dans le cadre du programme CHILD efficaces ou très efficaces ➤ Nombre d'initiatives de développement intégrant des enseignements tirés de l'initiative CHILD 	Il y a suffisamment de fonds disponibles au titre des Autres COD pour appuyer le renforcement des capacités aux fins de la planification et de la gestion des programmes axés sur l'alimentation	
Effet direct 4.4: Promotion, sur les sites où le programme MERET est mis en œuvre, d'une évolution durable et productive des comportements et pratiques des communautés dans le domaine du VIH et du sida	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de communautés participant au débat communautaire visant à faire prévaloir les pratiques recommandées ➤ Pourcentage d'écoles et de communautés menant des activités de prévention du VIH et du sida et d'atténuation de leurs effets, et de sensibilisation à la problématique hommes-femmes dans le cadre de leurs plans 	Les personnes infectées par le VIH souhaitent participer aux activités liées au VIH et au sida et ne sont pas stigmatisées. La population est désireuse de changer de comportement à l'égard du VIH et du sida	Effet direct 2.4 Promotion d'une évolution durable et productive des comportements et pratiques des communautés dans le domaine du VIH et du sida (Objectif stratégique 4)
Produit 2.1: Terres dégradées mises en valeur: 125 000 hectares	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'hommes et de femmes bénéficiaires prenant part à la bonification des terres appuyée par le PAM ➤ Hectares de terres dégradées bonifiés ➤ Pourcentage d'activités répondant aux normes techniques 	Le Gouvernement procure en temps voulu un appui technique et financier adéquat	Budget prévisionnel de base: 796 850 dollars Budget prévisionnel au titre des Autres COD: 543 000 dollars
Produit 2.2: Pratiques de gestion de la fertilité des sols perfectionnées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre et types de techniques introduites en matière de gestion de la fertilité du sol ➤ Nombre de sites MERET-PLUS appliquant des techniques perfectionnées de gestion de la fertilité du sol 		Budget prévisionnel au titre des CAD: 253 850 dollars Élaboration d'un plan

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
Produit 2.3: Chaque année, 118 000 bénéficiaires participent à des activités créatrices d'avoirs et génératrices de revenu appuyées par l'alimentation, ce dans 500 communautés exposées à l'insécurité alimentaire dans 65 districts	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires hommes et femmes participant à des activités VCT ➤ Quantités de vivres distribués dans le cadre des activités VCT ➤ Nombre et types d'avoirs créés ➤ Nombre et types d'activités rémunératrices créées 	Les marchés incitent les exploitants agricoles à produire plus de légumes et de fruits	de mesure des résultats pour suivre les résultats des composantes du programme de pays avec les partenaires coopérants: 5 000 dollars
Produit 2.4: Nouvelles possibilités de développement du tourisme écologique et culturel créées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de sites potentiels développés dans chaque région 		Institutionnalisation du système de gestion axée sur les résultats aux fins de la collecte, de l'analyse et de l'examen à intervalles réguliers des données sur les résultats du PAM et des partenaires coopérants: 75 000 dollars
Produit 2.5: Accès aux points d'eau amélioré	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réduction de 50% du temps employé à recueillir de l'eau ➤ Groupes fonctionnels d'utilisateurs d'eau 		Facilitation de l'examen de la gestion axée sur les résultats à tous les niveaux de la gestion: 15 000 dollars
Produit 2.6: Techniques de transformation permettant des gains de temps et un meilleur rendement étendues là où elles sont opportunes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de ménages formés à l'utilisation au moment opportun de techniques de transformation permettant des gains de temps et un meilleur rendement 		Facilitation des auto-évaluations axées sur les composantes à tous les niveaux: 10 000 dollars
Produit 2.7: Accès aux marchés amélioré	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de communautés ayant plus facilement accès aux marchés ➤ Nombre de groupes de commercialisation organisés 		



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
Produit 2.8: Capacité technique accrue des partenaires coopérants et des communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'agents des partenaires coopérants bénéficiant d'une formation à la gestion participative de bassins versants ➤ Nombre de communautés dotées de plans détaillés concernant les bassins versants 		Suivi effectué sur le terrain par le personnel du bureau de pays ou du bureau auxiliaire du PAM et par celui des partenaires coopérants: 656 850 dollars Examens semestriels au niveau régional et fédéral: 15 000 dollars Le bureau de pays réunit les rapports de l'antenne locale et entreprend des mesures correctives avec le Gouvernement: 10 000 dollars Élaboration de rapports annuels sur la gestion axée sur les résultats: 10 000 dollars
Produit 2.9: Capacité accrue des communautés ciblées de gérer le cycle des projets concernant les ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de sites MERET-PLUS révisant les plans à l'aide de modèles d'évaluation des résultats ➤ Pourcentage d'équipes de planification et de membres des communautés formés à la gestion du cycle des projets concernant les ressources naturelles 		
Produit 2.10: Méthodes et techniques d'aménagement durable des terres passées en revue, diffusées et adaptées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mesure dans laquelle des méthodes d'aménagement durable des terres ont été adoptées dans des zones limitrophes des zones où existe un programme de protection sociale ➤ Nombre de groupes d'exploitants agricoles engagés dans la recherche de moyens d'adapter les méthodes d'aménagement durable des terres 		
Produit 2.11: Mécanismes de solidarité communautaires activés, appuyés et rendus opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de groupes d'utilisateurs opérationnels établis pour les catégories "gestion d'avoires" et "génération de revenus" ➤ Types d'avoires créés au profit des ménages dont peu de membres travaillent, grâce aux mécanismes de solidarité 		
Produit 2.12: Capacité accrue des partenaires coopérants de répertorier les besoins alimentaires, d'exécuter des programmes axés sur l'alimentation et d'élaborer des stratégies, et mécanismes de retrait améliorés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de partenaires coopérants du PAM utilisant les services techniques du Programme pour être mieux à même de répertorier les besoins alimentaires, d'exécuter des programmes axés sur l'alimentation et d'élaborer des stratégies, et nombre de mécanismes de retrait améliorés ➤ Nombre d'agents nationaux (experts agricoles ou de l'enseignement) aux niveaux national, régional et des districts formés à la gestion axée sur les résultats ➤ Pourcentage de rapports de suivi des résultats reçus en temps voulu 	Il y a suffisamment de fonds disponibles au titre des Autres COD pour appuyer le renforcement des capacités	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
Produit 2.13: Dialogue accru avec les partenaires coopérants pour répertorier les domaines potentiels de coopération technique et financière	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de domaines de coopération financière et technique arrêtés entre le PAM et ses partenaires coopérants ➤ Nombre de modalités de partenariat établies avec des organismes des Nations Unies, le Projet du Millénaire et d'autres partenaires coopérants 	Disponibilité de personnel motivé et formé à différents niveaux	
Produit 2.14: Programmation et efficacité de l'assistance alimentaire améliorées grâce à la mise en valeur des résultats des programmes et à la mobilisation, avec les partenaires, de suffisamment de ressources additionnelles et complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de meilleures pratiques des partenaires coopérants répertoriées et diffusées ➤ Quantité de ressources additionnelles et complémentaires mobilisées et employées, en espèces et en nature 	Obtention d'un appui adéquat de la part du bureau régional et du Siège au profit des activités de promotion et de mobilisation de ressources	
Produit 4.1: Nombre d'enfants scolarisés dans le primaire recevant des repas à l'école dans les districts exposés à l'insécurité alimentaire chronique: 626 000	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants (filles et garçons) recevant des repas à l'école dans les établissements du primaire appuyés par le PAM ➤ Quantité de vivres, par type, distribuée dans les écoles appuyées par le PAM 	Les parents sont convaincus des bienfaits de l'enseignement et désirent que leurs enfants aillent à l'école. Le Gouvernement fournit en temps voulu un financement adéquat. Les membres des communautés appuient le programme d'alimentation scolaire en fournissant d'autres suppléments nutritionnels et produits non alimentaires. Les achats locaux atteignent l'objectif de 30% du total des achats de produits alimentaires, ce qui permet de parvenir aux volumes ciblés	
Produit 4.2: Consensus national sur la fourniture des repas scolaires encouragé	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'ateliers conduits pour promouvoir la fourniture de repas scolaires 	Il y a suffisamment de fonds disponibles au titre des Autres COD pour organiser des ateliers	
Produit 4.3: Rations fournies aux filles dans le but de réduire les disparités entre les sexes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles recevant des rations à emporter 	Des fonds sont disponibles pour continuer à appuyer cette initiative, qui prend rapidement de l'envergure	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
Produit 4.4: Projet pilote d'alimentation scolaire à base de produits locaux élaboré et mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles mettant en œuvre ce projet pilote ➤ Pourcentage de vivres utilisés dans le cadre d'activités VPE produits localement 	Éventualité d'une collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Il y a suffisamment de fonds disponibles au titre des Autres COD pour exécuter le projet pilote	
Produit 4.5: Rations alimentaires de qualité et en quantité adéquate reçues et distribuées en temps voulu	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'écoles recevant une ration adéquate de chaque denrée ➤ Pourcentage de vivres perdus ou abîmés dans les écoles après avoir été reçus en bon état ➤ Distribution de la ration prévue d'huile végétale ➤ Pourcentage des jours d'école pendant lesquels les produits alimentaires sont distribués à compter de leur réception à l'école 	Les bureaux régionaux de l'éducation sont en mesure de transporter les vivres en temps voulu. Des installations de stockage adéquates sont disponibles dans les écoles. Il y a suffisamment de fonds disponibles au titre des autres COD pour assurer la formation continue des coordonnateurs de l'alimentation scolaire, et faire ainsi face à la rotation des effectifs publics	
Produit 4.6: Programme CHILD mis en œuvre dans l'ensemble des écoles bénéficiant d'une aide du PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'écoles dans lesquelles le programme CHILD est mis en œuvre ➤ Nombre d'écoles dans lesquelles des activités pertinentes relevant du Paquet éducatif essentiel sont menées avec la collaboration des communautés 	Il y a suffisamment de fonds disponibles au titre des Autres COD pour assurer la formation continue des coordonnateurs de l'alimentation scolaire, et faire ainsi face à la rotation des effectifs publics. La collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies se concrétise	
Produit 4.7: Capacité accrue des partenaires coopérants de répertorier les besoins alimentaires, d'exécuter des programmes axés sur l'alimentation et d'élaborer des stratégies et mécanismes de transfert des responsabilités améliorés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de partenaires coopérants du PAM utilisant les services techniques du Programme pour être mieux à même de répertorier les besoins alimentaires, d'exécuter des programmes axés sur l'alimentation et d'élaborer des stratégies, et nombre de mécanismes de transfert des responsabilités améliorés ➤ Pourcentage de rapports de suivi des résultats reçus en temps voulu 	Il y a suffisamment de fonds disponibles au titre des Autres COD pour appuyer le renforcement des capacités	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses	Ressources requises
Produit 4.8: Programmation et efficacité de l'assistance alimentaire améliorées grâce à la mise en valeur des résultats des programmes et à la mobilisation, avec les partenaires, de suffisamment de ressources additionnelles et complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre des meilleures pratiques des partenaires coopérants répertoriées et diffusées ➤ Quantité de ressources additionnelles et complémentaires mobilisées et employées, en espèces et en nature 	Obtention d'un appui adéquat de la part du bureau régional et du Siège au profit des activités de promotion et de mobilisation de ressources	
Produit 4.9: Prise de conscience accrue des effets du VIH et du sida sur la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans les communautés partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de pratiques mises en place ➤ Nombre d'équipes opérationnelles organisant des débats communautaires sur le VIH et le sida ➤ Pourcentage d'écoles où ont été organisées des activités de sensibilisation à la problématique hommes-femmes et de prévention du VIH 		
Produit 4.10: Capacité accrue des partenaires coopérants au niveau des districts et des régions de tenir compte du problème du VIH et du sida dans le cadre de leur travail ordinaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'agents des partenaires coopérants ayant été formés à la problématique hommes-femmes et au problème du VIH et du sida 		

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
CHILD	Enfance et développement local
MERET	Gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables
MERET-PLUS	Gestion des ressources environnementales fondée sur des partenariats et des groupes de solidarité des utilisateurs des terres afin de faciliter la transition vers des moyens de subsistance durables
OMD	objectifs du Millénaire pour le développement
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SNNPR	Région des nations, nationalités et peuples du Sud
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres pour l'éducation